

3. Nous devons profiter de la repirse pour faire sauter les barrières commerciales que nous avons érigées à titre temporaire durant la période de récession. Nous nous sommes tous rendus un peu coupables à cet égard, quoique pas autant que dans les années trente, lorsque tout le monde pratiquait une politique du chacun pour soi. Nous devons aussi nous engager à ne pas recourir à des pratiques plus détournées mais tout aussi nuisibles à la liberté de commerce.

4. Nous devons de même nous préoccuper de l'incertitude et de l'instabilité des prix de l'énergie. J'ai dit que leur baisse récente avait allégé le fardeau des pays importateurs de pétrole. Mais elle a aussi aggravé les problèmes de certains pays producteurs, qui ont dû hypothéquer lourdement leurs futures recettes pétrolières pour financer leur développement rapide. En ce sens, nous devons nous demander si les bienfaits à court terme d'une baisse des prix ne sont pas annulés par les nouveaux chocs qui risquent de se produire lorsque les marchés pétroliers se raffermiront. Nous devons aussi nous interroger sur les gestes conjoints ou séparés que les consommateurs et les producteurs pourraient poser pour réduire l'instabilité des approvisionnements et des prix. Nous lèverions ainsi les incertitudes qui minent les projets des uns et des autres. Mais par-dessus tout, nous contribuerions à prévenir le renouvellement des chocs pétroliers et des distorsions qu'ils engendrent.

5. Par-delà les intérêts économiques et financiers complémentaires des pays industrialisés et des nouveaux pays en voie d'industrialisation du tiers-monde, nous devons veiller aux besoins particuliers des nations les plus pauvres. Sur les 50 milliards de dollars d'aide dont j'ai parlé, tout juste 10 milliards sont consacrés aux pays les plus pauvres. Il n'est pas dans l'intérêt de l'humanité — voire même, il est carrément inacceptable — que le sort de ces pays se détériore encore davantage. Pour sa part, le Canada tiendra parole en veillant à ce que 0,5 p. 100 de son produit national brut soit consacré aux programmes d'aide d'ici à 1985 et en concentrant le gros de ses ressources sur les besoins des pays les plus démunis.

6. Nous devons enfin appuyer et consolider les institutions essentielles à la pratique d'un internationalisme éclairé : Banque mondiale, Fonds monétaire international et GATT. La capacité d'intervention et la crédibilité de ces organismes doivent être renforcées. Nous devons faciliter leur gestion politique et créer entre eux des liens plus efficaces.

Voilà, Monsieur le Président, les six objectifs économiques que je tenterai de faire avancer au Sommet de Williamsburg. Car il est absolument indispensable que nous prouvions à la face du monde notre intérêt commun et indivisible en l'avènement d'un ordre international plus cohérent et plus humain.

En me chargeant de cette mission, j'agirai, j'en suis convaincu, dans le meilleur intérêt du Canada et de notre monde d'aujourd'hui.

---

S/C